

Enquête de suivi de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition

Guinée Bissau



Juillet 2017

Données Collectées en Mai 2017



**Programme
Alimentaire
Mondial**

wfp.org/fr

Enquête de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée Bissau.

Données collectées du 18 au 26 Mai 2017

Supervision Technique

PAM Guinée Bissau

Unités VAM et Nutrition du Bureau Régional Dakar

Photo de la page de garde :

Momadou SOW/PAM - Guinée Bissau

Equipe de coordination SiSSAN

Momadou SOW (Coordonnateur SiSSAN)

Bailo Queta (Représentant du Ministère de l'Agriculture dans le SiSSAN)

Malam Homi Indjai (Représentant de la société civile dans le SiSSAN)

Pour en savoir plus, veuillez contacter :

- **Kiyomi Kawaguchi** : Représentante et Directrice du Bureau PAM de Guinée Bissau: kiyomi.kawaguchi@wfp.org
- **Bob Barad** : Directeur Adjoint et Chef de programme : bob.barad@wfp.org
- **Elber Nosolini** : National Programme Officer : elber.nosolini@wfp.org

REMERCIEMENTS

Cette étude a été réalisée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) de Guinée Bissau, l'Institut National de Statistique (INE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Nous remercions vivement l'Union Européenne qui a assuré le financement de ce travail.

Nous remercions aussi toutes les populations qui ont accueilli nos équipes d'enquêteurs et qui ont accepté de répondre à leurs questions.

Enfin, nous remercions les Unités VAM et Nutrition du Bureau Régional pour leurs contributions précieuses dans la révision de ce rapport et leurs contributions de façon générale dans la mise en œuvre du FSNMS en Guinée Bissau.

Mme Kiyomi Kawaguchi
Représentante et Directrice
PAM - Guinée Bissau
Juillet 2017

TABLE DE MATIERE

1. Points saillants	7
2. Contexte et justification	8
3. Objectifs	9
4. Méthodologie	9
4.1. Echantillonnage	9
4.2. Formation des enquêteurs	10
4.3. Outil de collecte des données	10
4.4. Mesures anthropométriques et Diversité alimentaire minimum.....	10
4.5. Analyse des données.....	11
4.6. Limites de la méthodologie	12
5. Résultats.....	12
5.1. Situation des marchés et tendance des prix	12
5.2. Production et commercialisation de la noix de cajou et de la mangue	14
5.2.1. Production et commercialisation de la noix de cajou	14
5.2.2. Production et commercialisation de la mangue	16
5.3. Consommation alimentaire des ménages.....	17
5.4. Part des dépenses alimentaires	21
5.5. Stratégies de survie basées sur la consommation	22
5.6. Stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance	23
5.7. Situation de la sécurité alimentaire	24
5.7.1. Localisation de l'insécurité alimentaire.....	26
5.7.2. Profil des ménages en insécurité alimentaire	28
5.8. Situation nutritionnelle des enfants de 6-59 mois	30
5.8.1. Localisation de la malnutrition	31
5.8.2. Diversité alimentaire minimum	33
5.8.2.1. Diversité alimentaire minimum des enfants 6-23 mois	33
5.8.2.2. Diversité alimentaire minimum des femmes 15-49 ans.....	34
5.8.3. Profil des enfants malnutris.....	34
6. Conclusions et recommandations	34

FIGURES

Figure 1. Prix de denrées alimentaires du mois d'août 2016 à juin 2017.	13
Figure 2. Production de noix de cajou	14
Figure 3. Production moyenne de noix de cajou (production au mois de mai et projection à la fin de la campagne).....	15
Figure 4. Prix de vente moyen du kilogramme de noix de cajou.	15
Figure 5. Mangues qui pourrissent au pied d'un manguiers.	16
Figure 6. Pulpes de mangue séchées	17
Figure 7. Prévalence des groupes de consommation alimentaire en décembre 2016 et Mai 2017.	17
Figure 8. Prévalence des groupes de consommation alimentaire par région.....	18
Figure 9. Prévalence des groupes de consommation alimentaire par secteur.	19
Figure 10. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire pauvre.....	20
Figure 11. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire limite.....	20
Figure 12. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire acceptable.....	21
Figure 13. Proportion des dépenses alimentaires par région.	22
Figure 14. Proportion des ménages qui utilisent les stratégies basées sur la consommation.....	23
Figure 15. Stratégies de survie basées sur les moyens d'existence des ménages.	24
Figure 16. Situation de la sécurité alimentaire en décembre 2016 et mai 2017.	25
Figure 17. Sécurité alimentaire en fonction du sexe du chef de ménage.....	28
Figure 18. Sécurité alimentaire en fonction de la principale source de revenus des ménages.	29
Figure 19. Sécurité alimentaire en fonction des chocs subis par les ménages.	30
Figure 20. Diversité alimentaire minimum des enfants 6-23 mois par région.....	33
Figure 21. Diversité alimentaire minimum des femmes par région.	34

TABLEAU

Tableau 1. Valeur de PB et signification nutritionnelle pour les enfants de 65 à 110 cm de taille. Et/ou de 6-59 mois.	12
Tableau 2. Classification de la sécurité alimentaire.	25

CARTES

Carte 1. Situation de la sécurité alimentaire par région.	27
Carte 2. Situation de la sécurité alimentaire par secteur.	28
Carte 3. Situation de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois par région d'après la mesure du périmètre brachial et la recherche des œdèmes bilatéraux.....	31
Carte 4. Situation de la malnutrition aiguë chez enfants âgés de 6 à 59 mois par région d'après la mesure du périmètre brachial et la recherche des œdèmes bilatéraux par secteur.....	32

Acronymes et abbreviations

CARI: Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security
CEDEAO: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS : Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
DR : District de Recensement
ENA : Emergency Nutrition Assessment
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
INE : Institut National de la Statistique
IDH : Indice de Développement Humain
MAM: Malnutrition Aiguë Modérée
MAS: Malnutrition Aiguë Sévère
MICS: Multi Indicator Cluster Surveys
MUAC: Mid Upper Arm Circumference
OMS: Organisation Mondiale pour la Santé
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PB: Périmètre Brachial
rCSI: reduced Coping Strategy Index
SCA : Score de Consommation Alimentaire
SMART: Standardized Monitoring and Assessment for Relief and Transitions
SISSAN : Sistema de Seguimento de Segurança Alimentar e Nutricional
VIH: Virus Immunodéficience Humaine

1. Points saillants

- En mai 2017, le taux d'insécurité alimentaire dans les ménages ruraux de Guinée Bissau était de 15,5% dont 1,1% en insécurité alimentaire sévère. Il s'agit d'une réduction significative par comparaison à l'enquête de décembre 2016 où le taux était de 29,1%. Cette réduction est liée à la saisonnalité, en effet l'enquête de mai 2017 a été conduite pendant la campagne de production et de commercialisation de noix de cajou qui est la première source de revenus des paysans et de l'Etat.
- Les régions de Gabu (21,9%), Bolama Bijagos (20,8%), Cacheu (17,6%) et Oio (16,1%) sont les plus affectées par l'insécurité alimentaire. En revanche, les taux les plus faibles sont trouvés dans les régions de Biombo (7,9%), Quinara (9,8%), Tombali (10,4%). En outre, au mois de septembre 2016, seuls deux (02) secteurs ne comptaient aucun ménage en insécurité alimentaire sévère, contre douze (12) secteurs en décembre 2016 et vingt (20) secteurs au mois de mai 2017.
- L'analyse du profil des ménages en insécurité alimentaire montre que plus le niveau d'instruction est faible plus l'insécurité alimentaire est élevée. En outre, il n'y a pas de différence significative en terme d'insécurité alimentaire entre les ménages dirigés par les hommes et ceux dirigés par les femmes. Toutefois, le taux d'insécurité alimentaire sévère chez les ménages dirigés par des femmes (1,8%) est deux fois plus élevé que celui dirigé par des hommes.
- Globalement, la plupart des chefs de ménages ont déclaré avoir des stocks alimentaires jusqu'au mois d'août, ce qui pourrait créer des problèmes d'alimentation entre le mois de septembre et les prochaines récoltes qui interviennent souvent au mois d'octobre au plutôt dans certaines régions du pays.
- En mai 2017, le taux de malnutrition aigüe des enfants âgés de 6 à 59 mois, déterminé uniquement à partir de la mesure du périmètre brachial (MUAC), dans les zones rurales de Guinée Bissau était de 1,8% [1,4 - 2,4] dont 0,5% [0,3 - 0,8] de malnutrition aigüe sévère et 1,3% [1,0 - 1,8] de malnutrition aigüe modérée. Ces résultats montrent une baisse de la malnutrition aigüe de 3,6% par rapport à décembre 2016.
- Quatre (04) secteurs (Bolama, Uno, Caravela et Farim) ont enregistré des prévalences totales de malnutrition aiguë supérieures à 5%. Au-delà des taux d'insécurité alimentaire élevés dans ces secteurs (allant de 15,6% à 26,7%), ce que partagent le plus ces secteurs est leur enclavement. Les trois premiers secteurs sont insulaires et le quatrième Farim est isolé par le fleuve du même nom, ce qui ne facilite pas les approvisionnements en produits alimentaires et sanitaires.

- En mai 2017, La diversité alimentaire minimum des enfants âgés de 6-23 mois dans les zones rurales de Guinée Bissau était de 15,4% et, 43,1% chez les femmes 15-49 ans. Les résultats de cette étude montrent que le taux total de malnutrition aiguë est plus faible chez les enfants et les mères ayant une diversité alimentaire minimum élevée.

2. Contexte et justification

Malgré les grandes potentialités de la Guinée Bissau sur le plan hydro-agricole, le pays fait face à beaucoup de difficultés économiques comme en attestent plusieurs de ses indicateurs socio-économiques. Le taux d’alphabétisation est de 43,7%, le taux de chômage à 10,5%¹. En 2013, l’Institut National de la Statistique (INE) estimait à 69,3% le taux de pauvreté de la population avec un revenu par tête de 494 USD.

D’après les résultats du MICS² 2014, le taux de malnutrition aiguë globale était de 6% et le taux de malnutrition chronique dépassait 25% partout dans le pays. La mortalité infantile est élevée 77,9 pour mille et la mortalité maternelle 560 pour 100000 naissances vivantes. La prévalence nationale moyenne du VIH est de 3,25% parmi la population âgée de 15 – 49 ans³.

Sur le plan régional, la Guinée Bissau occupait en 2015 la dernière place du classement des budgets bruts⁴ des pays de la CEDEAO avec un budget de 120 milliards de FCFA, et l’avant dernière place sur le classement des budgets pondérés par la taille des populations. Sur le plan international, le pays est classé 178^{ème} sur 188 sur l’indice de développement humain (IDH) (classement mondial de 2015).

Ces faibles performances du pays sont sans doute en relation avec l’instabilité politique que connaît le pays depuis son indépendance en 1974. Il a connu plusieurs coups d’Etat dont le dernier remonte à avril 2012, mettant à l’arrêt plusieurs secteurs de l’économie et de l’administration. Cette situation politique et économique a inéluctablement des conséquences sur les conditions de vie et la situation alimentaire et nutritionnelle des populations.

C’est dans ce cadre que le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Gouvernement de Guinée Bissau, l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), l’Union Européenne et plusieurs partenaires ont mis en place le Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (SiSSAN) pour une mise à jour fréquente et régulière des données de sécurité alimentaire et de nutrition.

En Décembre 2016, les résultats du FSNMS⁵ indiquaient que 29,1% des ménages du pays étaient en insécurité alimentaire et ce taux variait largement entre les régions dépassant même 40% pour certaines. Visiblement, les récoltes de céréales qui étaient en cours au moment de l’enquête n’avaient

1 http://www.gw.undp.org/content/guinea_bissau/fr/home/countryinfo.html

2 Multi Indicator Cluster Survey

3 República Da Guiné-Bissau, 2015. Rapport d’activité national Guinée-Bissau. 23p.

4 Budget non pondéré sur la taille de la population.

5 Food Security and Nutrition Monitoring System

pas influé de façon significative sur les taux d'insécurité alimentaire. Quant à la prévalence de la malnutrition aigüe, elle était de 5,4%.

Cette dernière enquête s'est faite pendant le mois de mai 2017 qui coïncide à la période de collecte et de commercialisation de la noix de cajou qui est la première source de revenus des paysans et de l'Etat. Le mois de mai coïncide également à la période de collecte des mangues dont les plantations sont très répandues dans les campagnes bissau-guinéennes.

3. Objectifs

L'objectif de cette enquête est de renforcer le système de surveillance de la sécurité alimentaire et de la nutrition en place en vue de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition des personnes vulnérables en Guinée-Bissau. De façon spécifique, il s'agit :

- d'actualiser et d'analyser les indicateurs de sécurité alimentaire et de nutrition notamment le score de consommation alimentaire, la part des dépenses alimentaires, les stratégies de survie basées sur la consommation, les stratégies de survies basées sur les moyens de subsistance, l'indice d'insécurité alimentaire, la diversité alimentaire minimum des enfants de 6 à 23 mois, la malnutrition aigüe modérée et sévère des enfants de 6 à 59 mois.
- de cartographier les zones en insécurité alimentaire et nutritionnelle en vue d'orienter les programmes d'assistance du PAM, du Gouvernement et des partenaires,
- de produire des données et documents nécessaires pour mener les actions de plaidoyer.

4. Méthodologie

Du 18 au 26 mai 2017, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et ses partenaires ont procédé à la collecte des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les ménages ruraux de Guinée Bissau. Au total, 69 enquêteurs ont été engagés pour la collecte des données de sécurité alimentaire et de nutrition. Cependant dans la région d'Oio connue pour ses taux de malnutrition souvent élevés, spécifiquement, 2 agents de santé dont un nutritionniste ont été engagés pour effectuer les mesures de périmètre brachial (PB/MUAC) et la recherche des œdèmes bilatéraux.

4.1. Echantillonnage

Pour cette enquête, l'INE (Institut National de Statistique de la Guinée Bissau) a adopté une méthodologie d'échantillonnage probabiliste stratifiée à deux degrés. Au premier degré, 215 districts de recensement (DR) ont été tirés constituant ainsi un échantillon représentatif de l'ensemble des DR du milieu rural. Les DR ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de chaque région. Au second degré, 15 ménages ont été également tirés de façon systématique dans chaque DR. Cette méthodologie permet de générer un échantillon représentatif du milieu rural de chaque région. Les ménages au niveau des villages ont été sélectionnés à l'aide d'un pas de tirage spécifique à chaque DR. Au total, l'échantillon calculé est de 3225 ménages, répartis dans les 08 régions du pays (Bafata, Gabu, Oio, Quinara, Tombali, Biombo, Cacheu et Bolama Bijagos), 38 secteurs et 699 villages.

Les enfants qui ont fait l'objet de mesure du périmètre brachial (PB/MUAC: Mid Upper Arm Circumference) et de la recherche des œdèmes bilatéraux viennent tous des ménages sélectionnés dans le cadre de l'administration du questionnaire ménage. Dans chaque ménage sélectionné, tous les enfants âgés de 6 à 59 mois étaient concernés par la mesure du PB/MUAC et la recherche des œdèmes bilatéraux. Au total, 3316 enfants de 6-59 mois ont fait l'objet de mesure du PB/MUAC et de la recherche des œdèmes bilatéraux.

4.2. Formation des enquêteurs

Durant trois jours, les enquêteurs ont suivi une formation en vue de mieux comprendre la portée de l'étude, le contenu du questionnaire et les techniques d'administration du questionnaire. Six (06) formateurs ont assuré la formation dont deux (02) nutritionnistes issus de la Direction de l'Alimentation, de la Nutrition et de la Survie de l'Enfance. L'intervention des nutritionnistes portaient sur l'initiation aux techniques des mesures anthropométriques (MUAC) et de recherche des œdèmes bilatéraux chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. A cet effet, une simulation a été organisée au Centre Régional de Santé de Bafata sur des enfants âgés de 6 à 59 mois, sous la supervision de spécialistes en nutrition.

Avant la fin de la formation, des tests pratiques ont été organisés, et sur les 72 enquêteurs formés, 69 ont été engagés pour effectuer la collecte des données.

4.3. Outil de collecte des données

Un questionnaire comportant les modules de sécurité alimentaire et de nutrition a été utilisé pour la collecte des données. Les questions ont porté essentiellement sur les moyens d'existence des ménages, la fréquence et la diversité alimentaire, les dépenses des ménages notamment celles alimentaires, les chocs subis, les stratégies de survie des ménages, la diversité alimentaire des enfants 6-23 mois et de leurs mères, etc. L'administration de ce questionnaire s'est faite via Smartphone augmentant très sensiblement la qualité des données recueillies en raison de plusieurs filtres programmés pour éviter certaines erreurs ou réponses erronées.

En plus des données collectées sur le terrain, nous avons utilisé les données collectées par le PAM dans des marchés de Guinée Bissau et des données du Ministère du Commerce pour apprécier l'approvisionnement des marchés et les tendances des prix de produits alimentaires.

4.4. Mesures anthropométriques et Diversité alimentaire minimum

Pour l'évaluation de la situation nutritionnelle des enfants âgés de 6 à 59 mois, nous avons procédé à la mesure du périmètre brachial (PB/MUAC) et à la recherche des œdèmes bilatéraux. La mesure du PB a été faite avec un ruban inextensible gradué en millimètre et précis au millimètre près. Au total, 3316 enfants de 6-59 mois ont fait l'objet de mesure du PB. En plus de la mesure du PB, les œdèmes bilatéraux ont été recherchés chez tous les enfants en exerçant une pression de trois secondes sur la face antérieurs des deux pieds. Les œdèmes étaient présents si l'empreinte du pouce restait marquée (forme du godet) sur le dos des deux pieds.

En outre, nous avons évalué la diversité alimentaire minimum des enfants âgés entre 6 et 23 mois et leurs mères. La diversification alimentaire minimum des enfants de 6 à 23 mois se mesure par le nombre de groupes alimentaires distincts consommés parmi 7 au cours des dernières 24 heures. Ces 7 groupes d'aliments se déclinent comme suit : (i) céréales, racines et tubercules, (ii) légumineuses et noix, (iii) produits laitiers (lait, yaourt, fromage), (iv) produits carnés (viande, volaille, abats) et poissons, (v) œufs, (vi) fruits et légumes riches en vitamine A et (vii) autres fruits et légumes. Ce nombre de groupes alimentaires (i.e. 7) porte sur les enfants allaités. Pour ceux qui ne sont pas allaités, le nombre sera plutôt de 6, en excluant le groupe des produits laitiers (iii)⁶.

La diversité alimentaire minimum des femmes 15-49 ans, précisément des mères d'enfants 6-23 mois en ce qui concerne cette étude, a été mesurée sur la base de dix (10) groupes d'aliments définis par un guide élaboré par la FAO et FANTA/USAID⁷: (i) céréales, tubercules blancs, racines et plantains, (ii) Légumineuses (haricots, pois, lentilles), (iii) Noix et graines, (iv) Lait et produits laitiers, (v) Viande, volaille et poisson, (vi) Œufs, (vii) Légumes à feuilles vert foncé, (viii) Fruits et Légumes riches en vitamine A, (ix) Autres légumes, (x) Autres fruits.

4.5. Analyse des données

La prévalence de l'insécurité alimentaire est calculée sur la base de l'approche CARI⁸ (Approche consolidée pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire) qui permet de classer chaque ménage enquêté dans une des quatre catégories de la sécurité alimentaire (sécurité alimentaire, sécurité alimentaire limite, insécurité alimentaire modérée, et insécurité alimentaire sévère). La classification se base sur le statut actuel de la sécurité alimentaire du ménage (indicateurs de consommation alimentaire) et sa capacité de survie (indicateurs de vulnérabilité économique et d'épuisement des avoirs). En l'absence de données FSNMS en mai 2016, les données de cette enquête seront comparées avec celles de Décembre 2016, en tenant en compte le biais de la saisonnalité.

Les données anthropométriques (MUAC et œdèmes) ont été analysées sous le logiciel Emergency Nutrition Assessment (ENA) pour le calcul des prévalences de malnutrition aigüe et des intervalles de confiance, ainsi que pour la vérification de la qualité des données. Les prévalences de malnutrition aigüe dans ce rapport ont été déterminées uniquement à partir de la mesure du périmètre brachial et de la présence d'œdèmes bilatéraux et ont été analysés suivant les normes de classification de l'OMS⁹ 2006 :

⁶ PAM, 2016: Enquête d'évaluation de l'apport alimentaire minimum acceptable des enfants de 6-23 mois dans les régions de Bafata, Gabu et Oio en 2016.

⁷ FAO, FANTA/USAID, 2016. Minimum Dietary Diversity for Women. A Guide to Measurement.

⁸ CARI: Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security.

⁹ Organisation Mondiale pour la Santé

Tableau 1. Valeur de PB et signification nutritionnelle pour les enfants de 65 à 110 cm de taille. Et/ou de 6-59 mois.

Valeurs de PB	Signification nutritionnelle
PB <115 mm	Malnutrition sévère
PB ≥ 115 mm et < 125 mm	Malnutrition modérée
PB ≥ 125 mm et < 135 mm	Risque de malnutrition
PB ≥ 135 mm	Pas de malnutrition

Pour la diversité alimentaire minimum chez les enfants 06-23 mois, la proportion des enfants recevant le nombre adéquat de groupes alimentaires sera définie comme suit :

$$\frac{\text{Enfants âgés de 6 à 23 mois ayant reçu au moins 4 groupes alimentaires le jour précédent}}{\text{Enfants âgés de 6 à 23 mois}}$$

La diversité alimentaire minimum des femmes (15-49 ans) a été mesurée suivant la méthodologie de la FAO et de FANTA/USAID (*Minimum Dietary Diversity for Women. A Guide to Measurement*). La proportion des femmes recevant le nombre adéquat de groupes alimentaire sera définie comme suit :

$$\frac{\text{Femmes âgées de 15 à 49 ans ayant reçu au moins 5 groupes alimentaires le jour précédent}}{\text{Femmes âgées de 15 à 49 ans}}$$

4.6. Limites de la méthodologie

- En plus des questions de sécurité alimentaire, plusieurs questions de nutrition notamment sur la diversité alimentaire des enfants et des femmes ont été intégrées dans le questionnaire. Au final, le questionnaire était long, ce qui rend le travail de l'enquêteur assez difficile et requiert plus de temps à la personne enquêtée. Il convient de revoir la taille du questionnaire.
- Tous les enfants 06-59 mois n'ont pas fait l'objet de mesure du périmètre brachial car il arrivait que le ménage visité compte des enfants de cette tranche d'âge mais qui soient absents au moment de notre passage. La proportion d'enfants non mesurés est de 16 %. Ce taux élevé est lié en grande partie à l'implication des femmes (notamment les mères de jeunes enfants) dans la collecte des noix de cajou.
- L'enquête est menée uniquement dans les zones rurales et par conséquent les statistiques obtenues ne peuvent être considérées comme nationales.

5. Résultats

5.1. Situation des marchés et tendance des prix

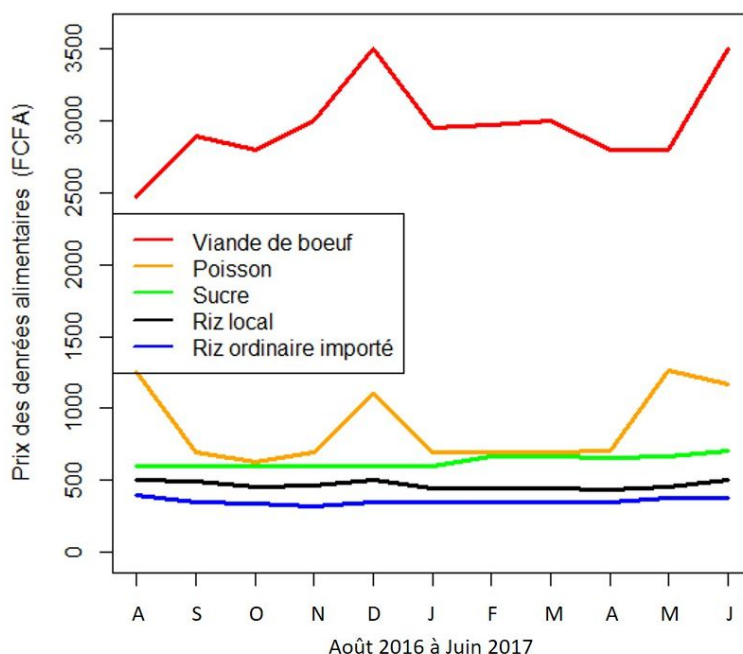
D'après la Direction Générale du Commerce Intérieur de Guinée Bissau, les marchés du pays étaient bien approvisionnés au mois de mai 2017, période à laquelle cette enquête a été menée. A la date du

31 mai 2017, la Direction du commerce estimait le stock de riz à 59 701 tonnes, la farine de blé à 10 725 tonnes, le sucre à 1 606 tonnes et l'huile à 1 001 825 litres. Cependant, des pénuries sur ces denrées sont notées pendant les mois de juin et juillet 2017.

Les données de prix collectées par le Bureau du PAM dans les marchés de Bandim (Bissau), Nhambanhe et Kirintim (Bafata) montrent que les prix de denrées alimentaires de première nécessité restent élevés. Le prix du riz local vendu à 450 FCFA le kilogramme est presque au même niveau que le prix du riz importé parfumé qui est vendu à 500 FCFA. Le riz local coûte plus cher que le riz non parfumé importé qui est vendu à 375 FCFA le kilogramme. Cet état de fait pourrait être un frein pour la commercialisation et le développement de la filière riz local. En outre, pour d'autres produits de base comme le poisson et la viande, les prix moyens au kilogramme (même pour les catégories les moins chers) sont respectivement de 1165 FCFA et 2800 FCFA.

D'août 2016 à juin 2017, les prix du riz et du sucre ont connu une tendance relativement stable marquée par de légères hausses alors que le poisson et la viande ont connu plusieurs fluctuations. Globalement, la tendance est à la hausse des prix de denrées de base qui semblent élevés au regard du faible pouvoir d'achat des ménages en général et des ménages ruraux en particulier. Ces hausses ont poussé au mois de juin 2017 une des associations de consommateurs (ACOBES) à interpeller le gouvernement sur ces hausses. Rappelons qu'une étude de l'Institut National de Statistiques publiée en 2013 fixe le taux de pauvreté de la population à 69,3%. Les prix élevés des produits alimentaires et le faible pouvoir d'achat des ménages notamment des ménages ruraux vont avoir des conséquences sur l'accès aux produits et sur la consommation alimentaire.

Figure 1. Prix de denrées alimentaires du mois d'août 2016 à juin 2017.



Globalement, l'activité de commerce est timide dans les campagnes bissau-guinéennes, timidité liée sans doute au faible pouvoir d'achat des ménages ruraux et aussi à l'enclavement de plusieurs villages du fait du mauvais état des voies de communication essentiellement constituées de chemins de terre.

5.2. Production et commercialisation de la noix de cajou et de la mangue

5.2.1. Production et commercialisation de la noix de cajou

La période allant du mois de mars au mois de juillet correspond en Guinée Bissau à la campagne de récolte et de commercialisation de la noix de cajou qui est la première source de revenus des paysans et de l'Etat. En effet, la Guinée Bissau est le 5ème exportateur de la noix de cajou du monde après l'Inde, le Vietnam, la Côte d'Ivoire et le Brésil. A cause de sa faible capacité de transformation, la presque totalité de sa production brute est exportée vers l'Inde¹⁰. Selon la Direction Générale du Commerce Extérieur, à la date du 26 juin 2017, 74 053 tonnes de noix de cajou ont été exportées, et le prix moyen à l'exportation est de 1932 dollars par tonne. La prévision des exportations à la fin de la campagne est de 200 000 tonnes.

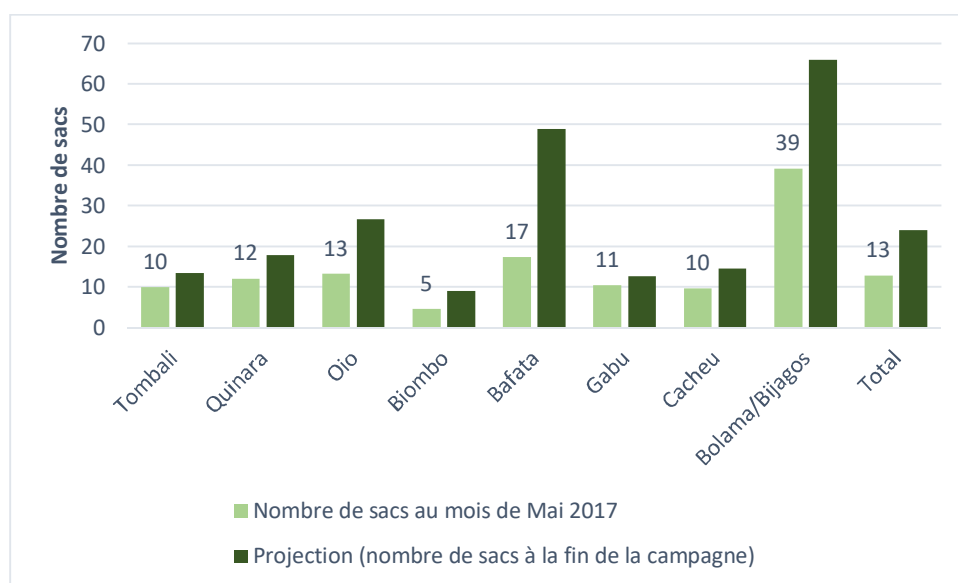
Figure 2. Production de noix de cajou



En l'absence de statistiques officielles sur la production de noix de cajou à l'échelle nationale et régionale, dans le cadre de cette enquête, nous avons essayé d'avoir la production moyenne des producteurs enquêtés. Bien que ces données ne puissent se substituer aux statistiques officielles, elles peuvent donner une idée sur la production moyenne par producteur d'autant que les informations viennent directement de ces derniers. La production moyenne au mois de mai 2017 était estimée à 13 sacs de 50 kg par producteur et à la fin de la récolte cette production pourrait atteindre en moyenne 24 sacs de 50kg, selon les projections faites par les producteurs. La Figure 3 donne un aperçu de cette production moyenne qui est plus importante dans la région de Bolama/Bijagos et Bafata.

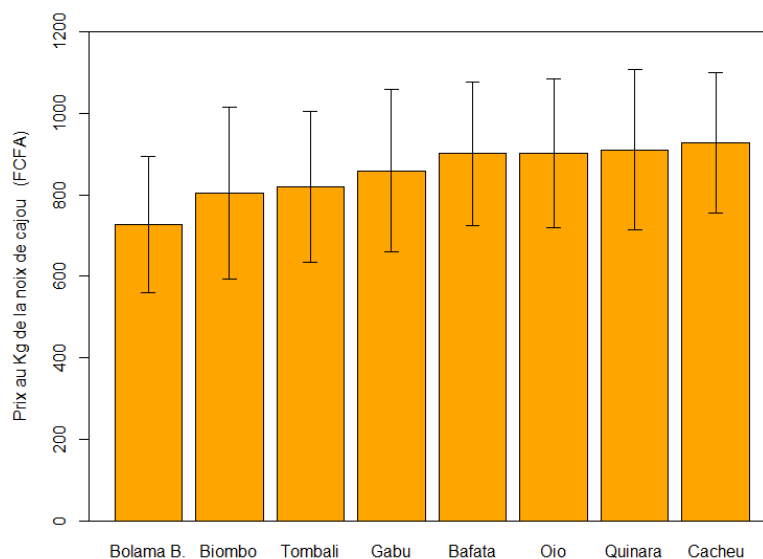
¹⁰ <https://guineebissaudocs.wordpress.com/2012/07/23/guinee-bissau-baisse-prevue-des-exportations-des-noix-de-cajou-afriquinfos/>

Figure 3. Production moyenne de noix de cajou (production au mois de mai et projection à la fin de la campagne).



Le prix de vente minimum du kilogramme de noix de cajou est fixé par l'Etat à 500 FCFA. Cependant, rares sont les producteurs qui ont vendu leurs productions à ce prix car ils arrivaient à vendre jusqu'à 1000 FCFA le kilogramme. Le prix de vente moyen sur le terrain était de 855 FCFA. La figure 4 donne un aperçu sur les prix moyens de vente par région.

Figure 4. Prix de vente moyen du kilogramme de noix de cajou.



Au-delà de la vente de la noix de cajou, 44,3% des producteurs faisaient le troc en échangeant leur produit contre du riz. En moyenne, 1 kg de noix de cajou s'échangeait contre 2 kg de riz.

D'après les producteurs, la principale difficulté du secteur de la noix de cajou est la faible production des plantations de cajou (85% de fréquence de réponse). Au-delà de la difficulté citée par les producteurs, l'une des faiblesses majeures de la campagne de noix de cajou semble être l'absence de système pérenne qui permet d'avoir des statistiques officielles sur la production à l'échelle nationale et régionale. Il y a également la faiblesse des infrastructures de communication (routes et pistes de production praticables) qui rend difficile l'acheminement des récoltes de cajou vers la capitale Bissau. L'une des faiblesses majeures du secteur est également le faible niveau de transformation des noix de cajou. Quasiment, toute la production est vendue à l'état brut, et seules les pommes de cajou sont transformées en boisson. En effet, seuls 09% des producteurs procèdent à une transformation artisanale des noix de cajou et seuls 6,8% des producteurs déclarent avoir suivi une formation sur la transformation des noix de cajou.

5.2.2. Production et commercialisation de la mangue

La campagne de production et de commercialisation de la mangue se déroule en même temps que la campagne de cajou. Cependant, la campagne de la mangue est beaucoup moins lucrative que celle de cajou. La dimension commerciale est très limitée dans les zones visitées, la production étant plus destinée à la consommation familiale. Cependant, la production dépasse les besoins de consommation des familles et en l'absence d'un réel circuit de commercialisation, une bonne partie des mangues pourrissent aux pieds des manguiers.

Figure 5. Mangues qui pourrissent au pied d'un manguiers.



La transformation de la mangue en jus naturels ou autres produits dérivés pourrait être une importante activité génératrice de revenus dans les zones rurales particulièrement pour les femmes, qui dans d'autres pays, sont très actives dans ce secteur. Toutefois, des tentatives encore limitées et artisanales sont initiées par certaines femmes qui procèdent au séchage de la pulpe de mangue qui servira de nourriture pendant la période de soudure. Bien que le processus mérite d'être amélioré très sensiblement surtout du point de vue de l'hygiène (le séchage se fait souvent par terre), cela montre un début de prise de conscience sur les opportunités que la mangue pourrait offrir à ces communautés.

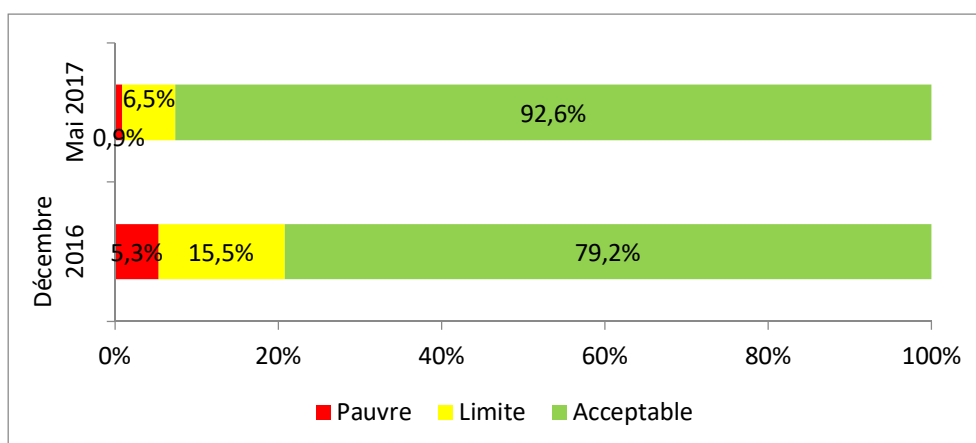
Figure 6. Pulpes de mangue séchées



5.3. Consommation alimentaire des ménages

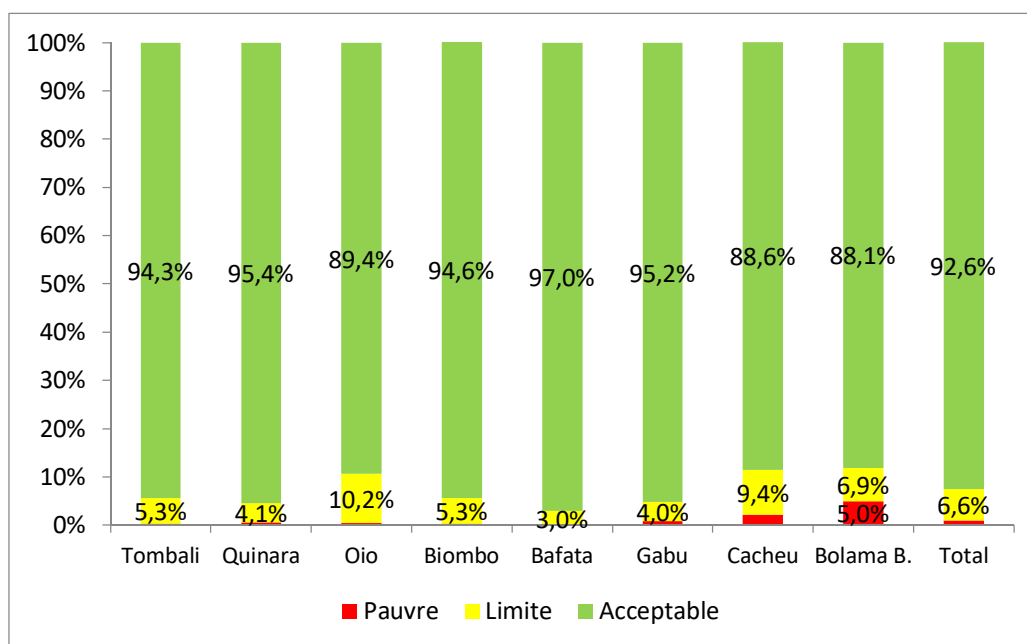
Le score de consommation alimentaire (SCA) combine la fréquence et la diversité des aliments consommés par les ménages dans les 7 derniers jours précédents l'enquête. L'analyse du SCA montre que 92,6% des ménages ont un score de consommation alimentaire acceptable (score >35), 6,5% des ménages ont un score limite (score compris entre 35 et 21) et 0,9% des ménages ont un score pauvre (score <21). La situation alimentaire au mois de mai 2017 est largement meilleure que celle du mois de décembre 2016 (Fig. 7). L'amélioration de cet indicateur est liée en grande partie à la saisonnalité avec la campagne de noix de cajou qui a considérablement amélioré les revenus des populations rurales en leurs permettant ainsi d'accéder à une nourriture plus abondante et plus diversifiée.

Figure 7. Prévalence des groupes de consommation alimentaire en décembre 2016 et Mai 2017.



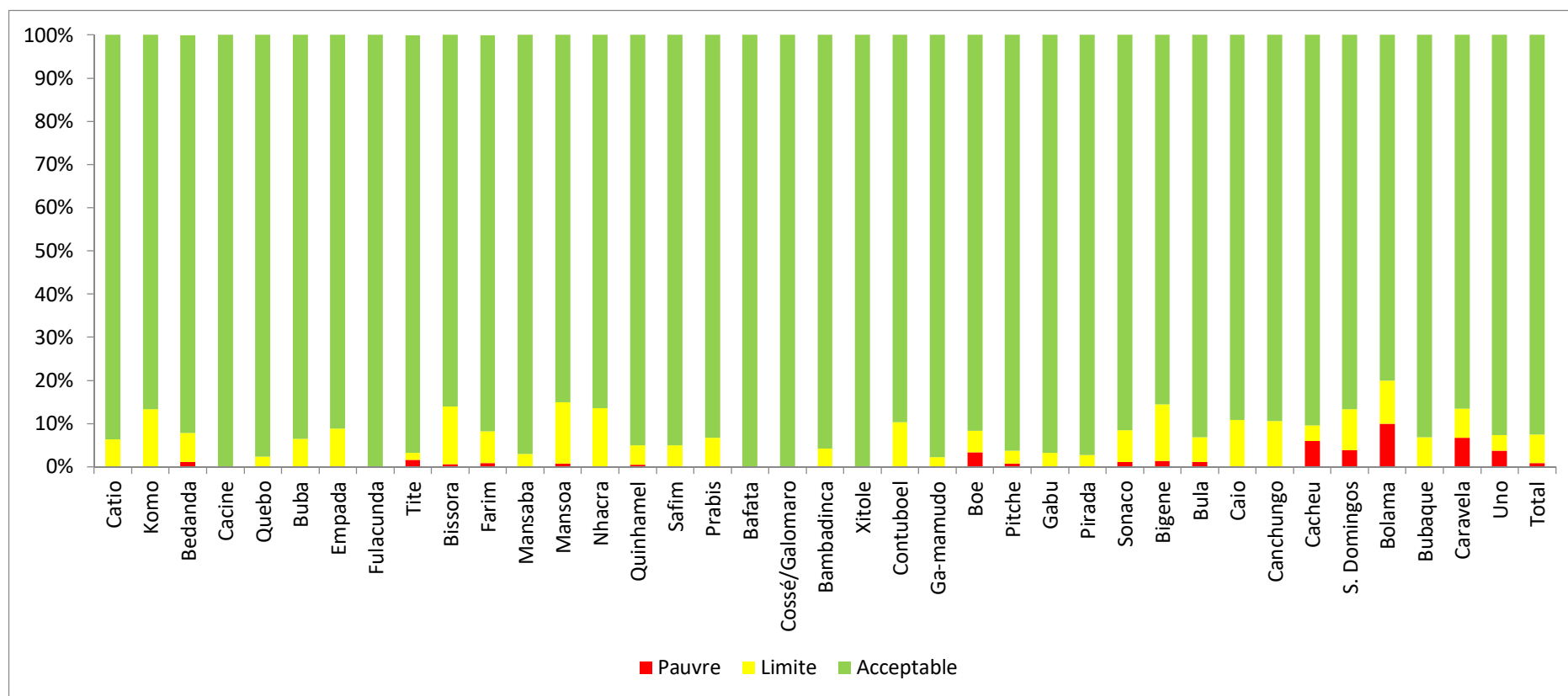
Les régions de Bafata, Quinara et Gabu présentent les meilleurs scores de consommation alimentaire avec des scores acceptables d'au moins 95%. A l'inverse, Bolama Bijagos, Cacheu et Oio présentent les scores les plus faibles, aucune d'elles n'atteint 90% de ménages avec un score acceptable (Fig. 8). Tout comme les enquêtes de septembre et décembre 2016, celle de mai 2017 a montré à nouveau le retard des régions de Cacheu et d'Oio par rapport aux autres sur la situation alimentaire.

Figure 8. Prévalence des groupes de consommation alimentaire par région.



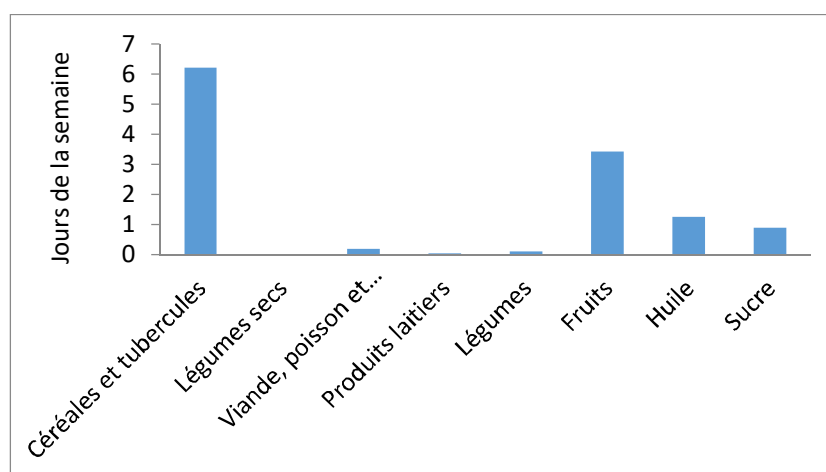
Les secteurs qui comptent le plus de ménages avec un score de consommation alimentaire faible (limite et pauvre élevés) sont Bolama, Bigene, Mansoa et Bissora. En revanche, les ménages enquêtés dans les secteurs de Cacine, Falacunda, Bafata, Xitolé et Cossé/Galomaro sont tous classés dans une situation de score acceptable (Fig.9).

Figure 9. Prévalence des groupes de consommation alimentaire par secteur.



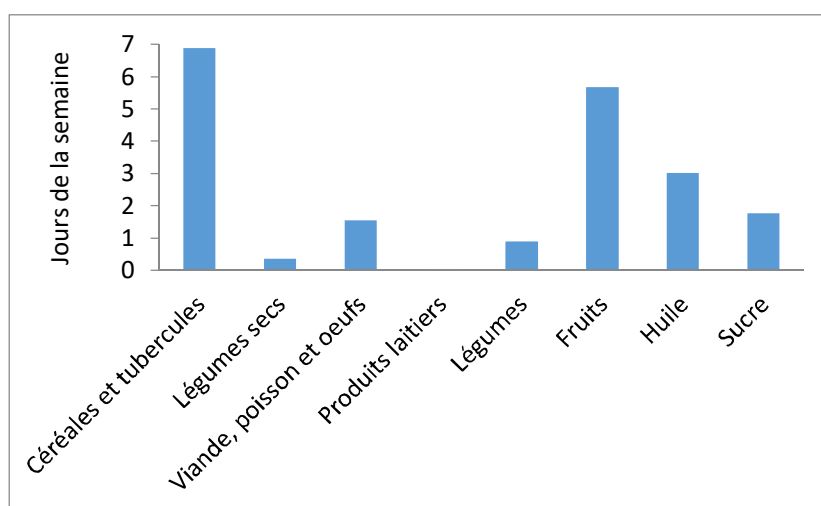
Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre consomment en moyenne les céréales 6 jours par semaine. La consommation des fruits (liée à la récolte des mangues et des pommes de cajou), de l'huile et du sucre s'est améliorée sensiblement comparée aux enquêtes de septembre et décembre 2016. En revanche, les autres groupes d'aliments (protéines animales, légumineuses, légumes, produits laitiers) ne sont que très faiblement consommés avec des moyennes inférieures à 1 jour (Fig.10).

Figure 10. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire pauvre.



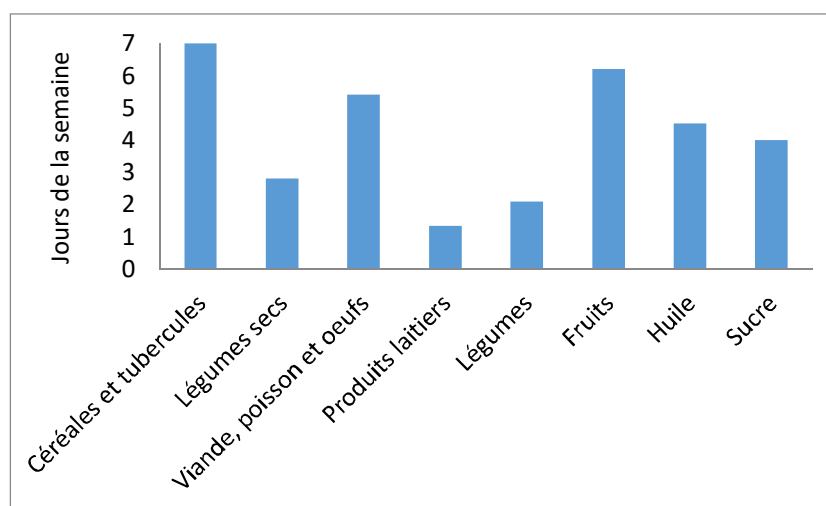
Les ménages avec une consommation alimentaire limitée prennent en moyenne les céréales 7 jours par semaine. Globalement, tous les autres groupes d'aliments ont été consommés au moins 1 fois sur les 7 derniers jours à l'exception des légumineuses, des légumes et des produits laitiers (Fig.11).

Figure 11. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire limitée.



Les ménages avec une consommation alimentaire acceptable se caractérisent par une consommation régulière des différents groupes alimentaires. Même le groupe des produits laitiers est consommé au moins 1 fois au cours de la semaine précédant l'enquête (Fig.12).

Figure 12. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire acceptable.



En moyenne, le nombre de repas par jour est de 2 pour les adultes et un peu moins de 3 repas pour les enfants de moins de cinq ans. Quelle que soit la région, le nombre moyen de repas chez les adultes n'atteint pas les 3 repas par jour dans les ménages ruraux. Chez les enfants de moins de cinq ans, on note une moyenne de 3 repas par jour dans les régions de Bafata et Gabu alors que pour les autres régions, la moyenne n'atteint pas les 3 repas.

Toutefois, beaucoup de ménages prenaient 2 repas collectif par jour, volontairement, en raison de l'abondance des fruits dans les maisons. D'autres ménages ne préparaient pas le repas de la mi-journée car l'essentiel des membres des ménages passait la journée dans les plantations de cajou pour la récolte.

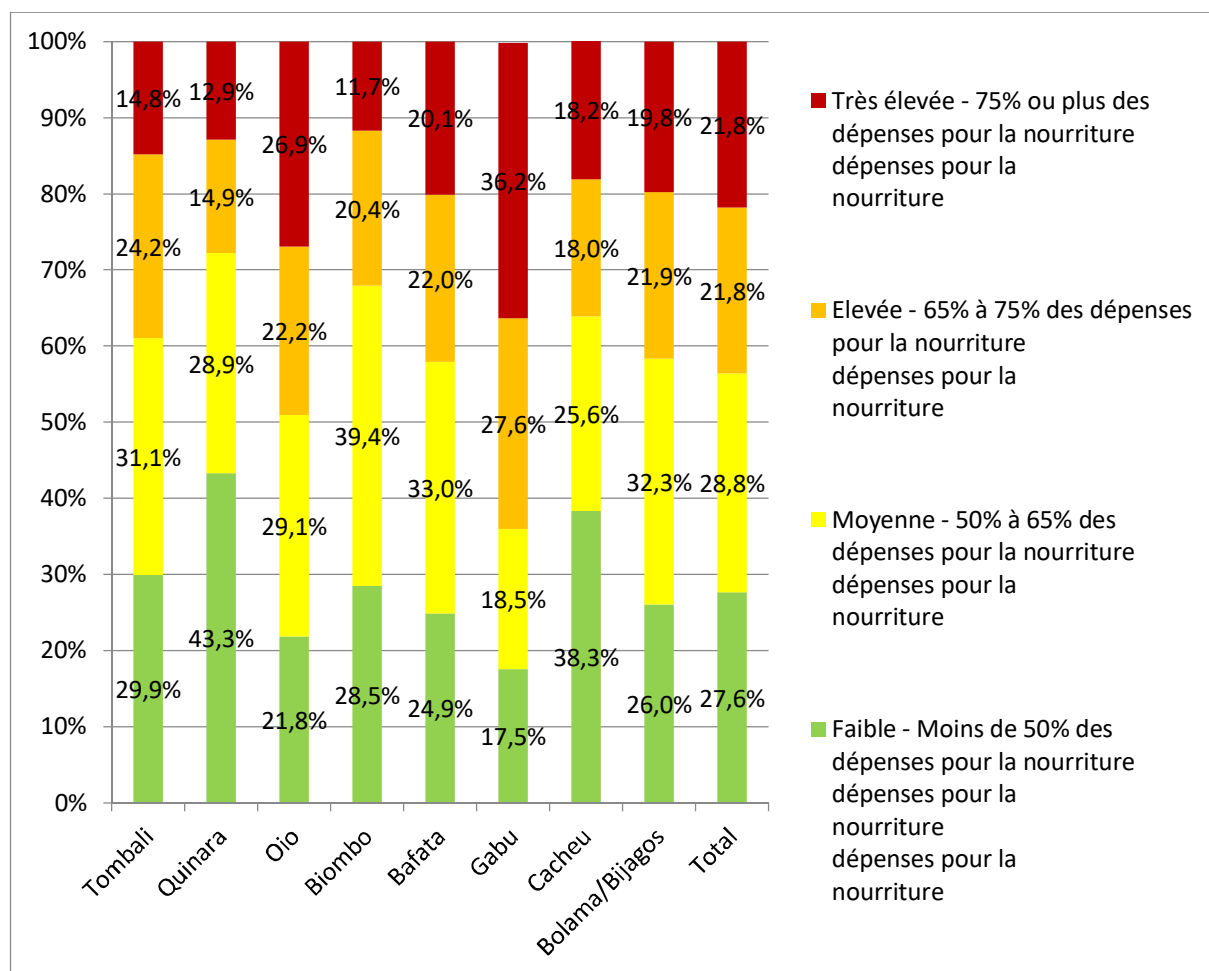
5.4. Part des dépenses alimentaires

La part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales d'un ménage donne une indication sur son niveau de vulnérabilité économique. Selon la méthodologie du PAM, si un ménage consacre plus de 65% de son revenu à l'achat de nourriture celui-ci est considéré dans une situation de vulnérabilité économique élevée et indique par conséquent des signes de forte insécurité alimentaire.

En moyenne, la part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales des ménages est de 60% en mai 2017. Au total, 43,6% des ménages avaient des dépenses alimentaires qui dépassaient 65% de leurs dépenses totales. En d'autres termes, près de la moitié des ménages enquêtés était dans une situation de vulnérabilité économique. Les ménages à faible proportion de dépenses alimentaires (moins de 50%) sont plus nombreux dans les régions de Quinara (43,3%), Cacheu (38,3%), Tombali (29,9%) et Biombo (28,5%). En revanche, les ménages avec des proportions de dépenses alimentaires

très élevées (75% ou plus) sont plus nombreux dans les régions de Gabu (36,2%), et Oio (26,9%). La figure 13 donne un aperçu plus détaillé des parts de dépenses alimentaires par région.

Figure 13. Proportion des dépenses alimentaires par région.



Globalement, entre décembre 2016 et mai 2017, le nombre de ménages avec des proportions de dépenses alimentaires supérieures à 65% a diminué passant de 51,4% à 43,6%. Les proportions importantes de dépenses alimentaires renseignent sur la vulnérabilité de ces ménages qui auront du mal à investir suffisamment sur les actifs agricoles, la santé ou l'éducation des enfants.

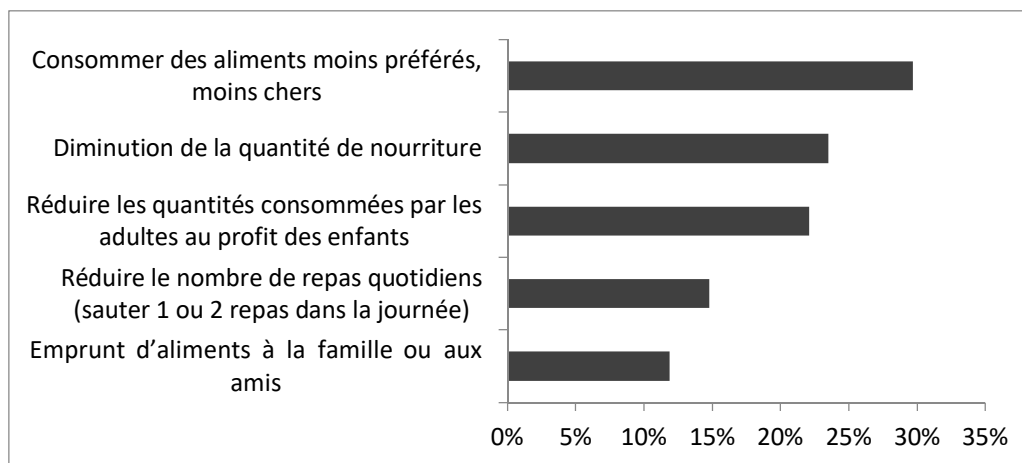
5.5. Stratégies de survie basées sur la consommation

Face aux difficultés et chocs subis, les ménages développent plusieurs stratégies de survie notamment celles basées sur la consommation. L'indice rCSI¹¹ a été calculé à cet effet. C'est un indicateur utilisé pour comparer le niveau des difficultés rencontrées par les ménages d'un pays en mesurant la fréquence et la sévérité des comportements de consommation alimentaire qu'ils adoptent lorsqu'ils doivent faire face à un manque de nourriture. La valeur moyenne de l'indice rCSI était de 4,1 en mai

¹¹ L'indice des stratégies de survie (en anglais : reduced Coping Strategy Index) mesure l'importance de l'adoption de ces stratégies par les ménages. Plus l'indice rCSI est élevé, plus le ménage est vulnérable.

2017 contre 4,3 en décembre 2016. Plus l'indice rCSI est élevé, plus le ménage est vulnérable. En mai 2017, moins de la moitié des ménages interrogés (45,7%) avaient au moins utilisé l'un des recours basés sur la consommation. Le recours à des aliments moins appréciés et moins chers est la stratégie la plus utilisée (29,7%). La fréquence d'utilisation des autres stratégies varie entre 23 et 12% (Fig.14).

Figure 14. Proportion des ménages qui utilisent les stratégies basées sur la consommation.



5.6. Stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance

Si l'usage des stratégies basées sur la consommation s'épuise ou ne permettent pas à résoudre les problèmes d'alimentation, les ménages sont obligés d'utiliser des stratégies basées sur les moyens de subsistance. En mai 2017, 87,5% des ménages avaient au moins utilisé une de ces stratégies.

Parmi les ménages qui utilisaient des stratégies, 48% utilisaient des stratégies de stress. Les stratégies de stress, comme emprunter de l'argent ou dépenser son épargne, indiquent une réduction de la capacité à faire face à des chocs dans le futur en raison d'une diminution des ressources ou une augmentation des dettes (PAM, 2014)¹².

Parmi les ménages enquêtés, 34% utilisaient des stratégies de crise. Les stratégies de crise, comme la vente de biens productifs, réduisent directement la productivité future, dont la formation du capital humain (PAM, 2014).

Enfin, 5,5% des ménages faisaient recours à des stratégies d'urgence. Les stratégies d'urgence, comme la vente de terrain, affectent la productivité future mais sont plus difficiles à inverser ou sont plus dramatiques (PAM, 2014).

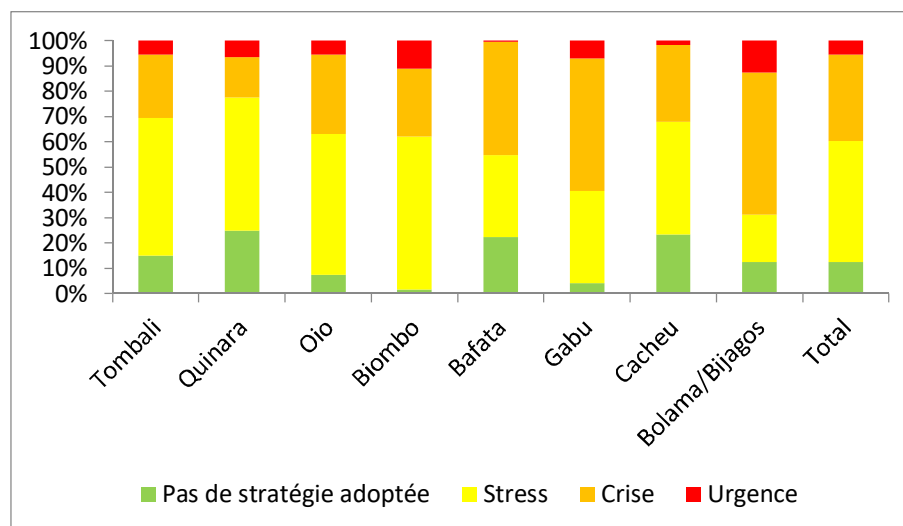
En comparant les enquêtes de décembre 2016 et mai 2017, on note une augmentation du nombre de ménages qui font recours aux stratégies de survie basées sur les moyens d'existence, avec un taux qui passe de 73,3% en décembre 2016 à 87,5% en mai 2017. Mais cette augmentation peut s'expliquer par le fait qu'à la veille ou pendant la campagne de cajou, les commerçants proposent aux producteurs

12. PAM, 2014. Guide Technique. Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs la sécurité alimentaire (CARI)

de noix de cajou des produits à crédit (notamment des produits alimentaires) qui seront payés avant la fin de la campagne. Cependant, le nombre de ménages en situation d'urgence a nettement diminué passant de 18% en décembre 2016 à 5,5% en mai 2017.

La région de Bolama Bijagos enregistre le plus de ménages en situation d'urgence et de crise alors que celle de Bafata n'enregistre presque pas de ménages utilisant des stratégies d'urgence (Fig.15).

Figure 15. Stratégies de survie basées sur les moyens d'existence des ménages.



5.7. Situation de la sécurité alimentaire

L'analyse de la sécurité alimentaire par l'approche CARI montre qu'en Guinée Bissau 15,5% des ménages étaient en insécurité alimentaire au mois de mai 2017.

De façon spécifique, l'analyse montre que 1,1% des ménages souffraient d'insécurité alimentaire sévère c'est-à-dire les ménages ont une consommation alimentaire très déficiente ou connaissent une perte très importante de leurs moyens de subsistance qui vont conduire à des déficits importants de la consommation alimentaire ou pire.

L'insécurité alimentaire modérée a touché 14,4% des ménages ruraux. Il s'agit de ménages qui ont une consommation alimentaire déficiente ou qui ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.

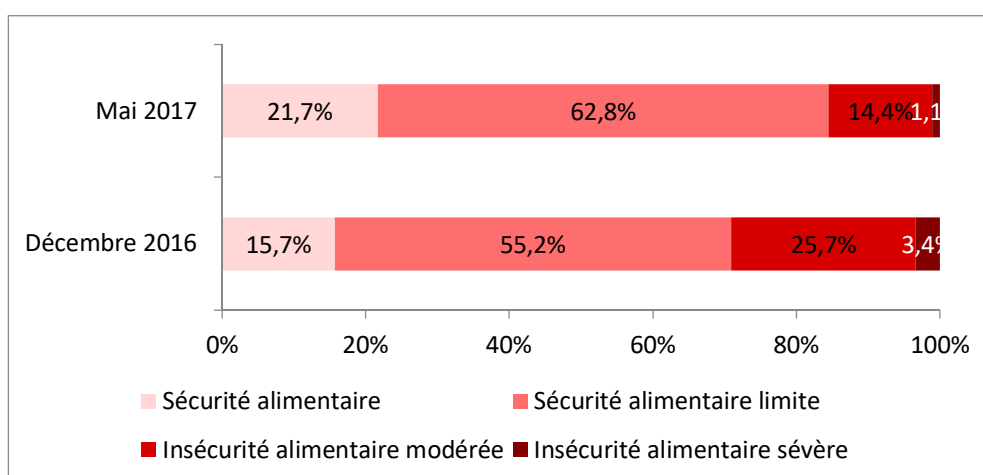
En revanche, on note que 21,7% des ménages étaient en sécurité alimentaire (ménages capables de satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires essentiels sans recourir à des stratégies d'adaptation atypiques), et 62,8% en sécurité alimentaire limite (ménages ayant une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles, et ne pouvant pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles). Le tableau 1 donne plus de détails sur la classification de la sécurité alimentaire.

Tableau 2. Classification de la sécurité alimentaire.

	Domaine	Indicateur	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	Consommation alimentaire acceptable		Consommation alimentaire limite	Consommation alimentaire pauvre
			92,6%		6,5%	0,9%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	Moins de 50% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 50% et 65% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 65% et 75% des dépenses consacrées à la nourriture	Plus de 75% des dépenses consacrées à la nourriture
			27,6%	28,8%	21,8%	21,8%
	Epuisement des actifs	Catégories de stratégies de survie	Aucune	Stratégies de stress	Stratégies de crise	Stratégies d'urgence
			12,5%	48%	34%	5,5%
Classification globale – Indice de Sécurité alimentaire			21,7%	62,8%	14,4%	1,1%

Les résultats de l'enquête de mai 2017 montrent de grandes différences par rapport aux résultats de décembre 2016 (Fig.16). En effet, les taux d'insécurité alimentaire passent de 29,1% en décembre 2016 à 15,5% en mai 2017. Cette baisse de l'insécurité alimentaire est liée surtout à la saisonnalité, car la période à laquelle cette enquête a été menée coïncide à la période la plus propice en Guinée-Bissau en raison de la campagne de commercialisation des noix de cajou. Bien que le mois de décembre coïncide également à une période de récolte (céréales), cette campagne ne génère pas beaucoup de revenus financiers pour les producteurs et contribue ainsi timidement à la diversification alimentaire. C'est tout le contraire de la campagne de cajou qui contribue significativement à la fréquence de consommation et à la diversification des produits consommés.

Figure 16. Situation de la sécurité alimentaire en décembre 2016 et mai 2017.



Bien que le taux d'insécurité alimentaire soit faible en mai 2017 par rapport aux enquêtes antérieures, le futur des ménages en insécurité alimentaire, pendant cette période qui est la plus propice en Guinée Bissau, pourrait être inquiétant, d'autant que la prochaine période de soudure profile à l'horizon (mois d'août, septembre, octobre).

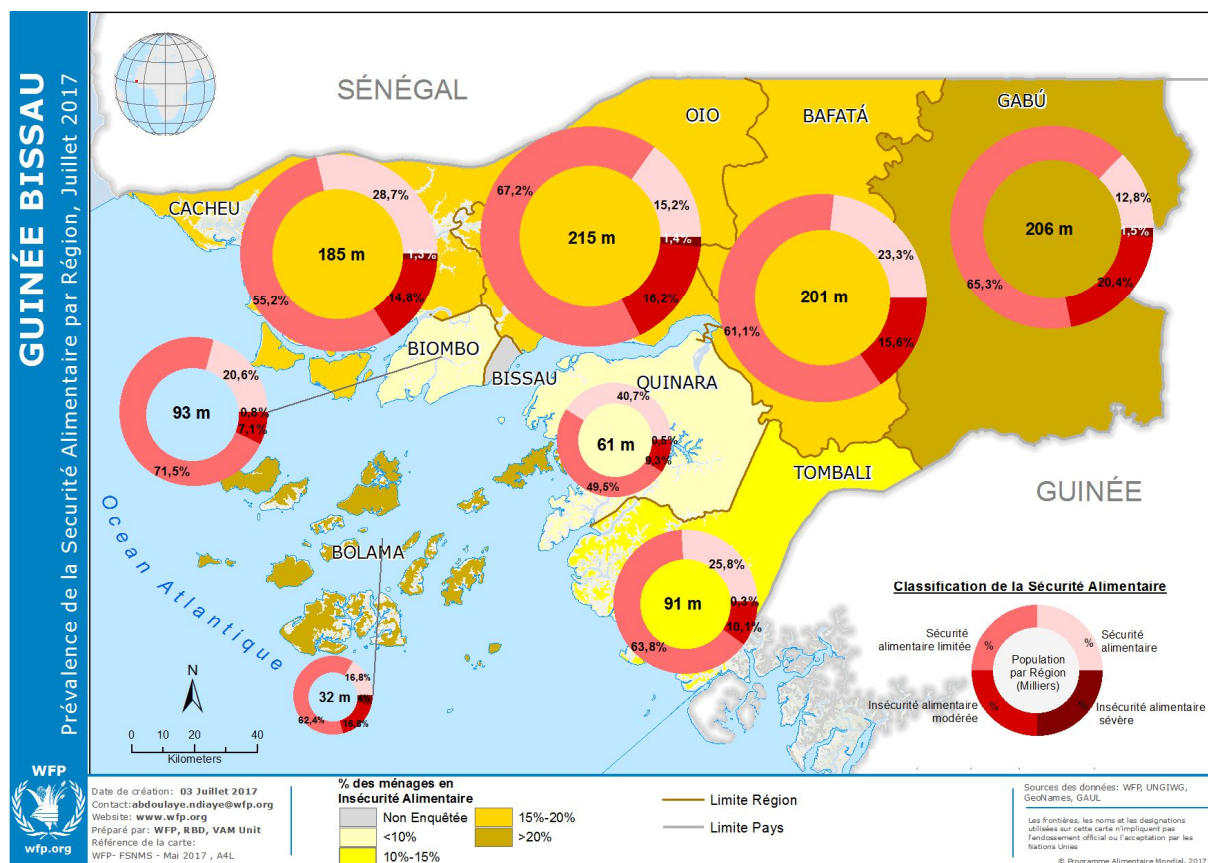
Au total, 63,6% des ménages enquêtés au mois de mai gardaient un stock alimentaire pouvant couvrir une durée moyenne de 3 mois, ce qui pourrait aller plus ou moins jusqu'au mois d'août. En outre, cette enquête a montré que les ménages font face aux difficultés de nourriture surtout (par ordre) au mois de septembre, août et puis octobre.

5.7.1. Localisation de l'insécurité alimentaire

Les taux d'insécurité alimentaire sont plus élevés dans les régions de Gabu (21,9%), Bolama Bijagos (20,8%), Cacheu (17,6%), Oio (16,1%) où ils dépassent la moyenne globale de 15,5% (Carte 1). Cette enquête confirme la vulnérabilité des régions de Cacheu et Oio à l'insécurité alimentaire malgré que les taux aient largement baissé par rapport aux enquêtes antérieures.

En revanche, la région de Biombo a enregistré comme aux précédentes enquêtes (septembre et décembre 2016) le taux d'insécurité alimentaire le moins élevé (7,9%). La région de Biombo semble bénéficier de sa proximité avec la capitale Bissau. Les régions de Quinara et de Tombali ont enregistré également des taux d'insécurité alimentaire inférieurs à la moyenne globale. Au mois de décembre 2016, cependant, Tombali était la région la plus affectée par l'insécurité alimentaire en raison des inondations (eau salée) dans les rizières, ce qui avait détruit une bonne partie des cultures de riz. Cette enquête du mois de mai montre que la région de Tombali dispose de potentialités qui permettent d'assurer la sécurité alimentaire à condition que les effets des chocs tels que les inondations fréquentes soient mieux maîtrisés.

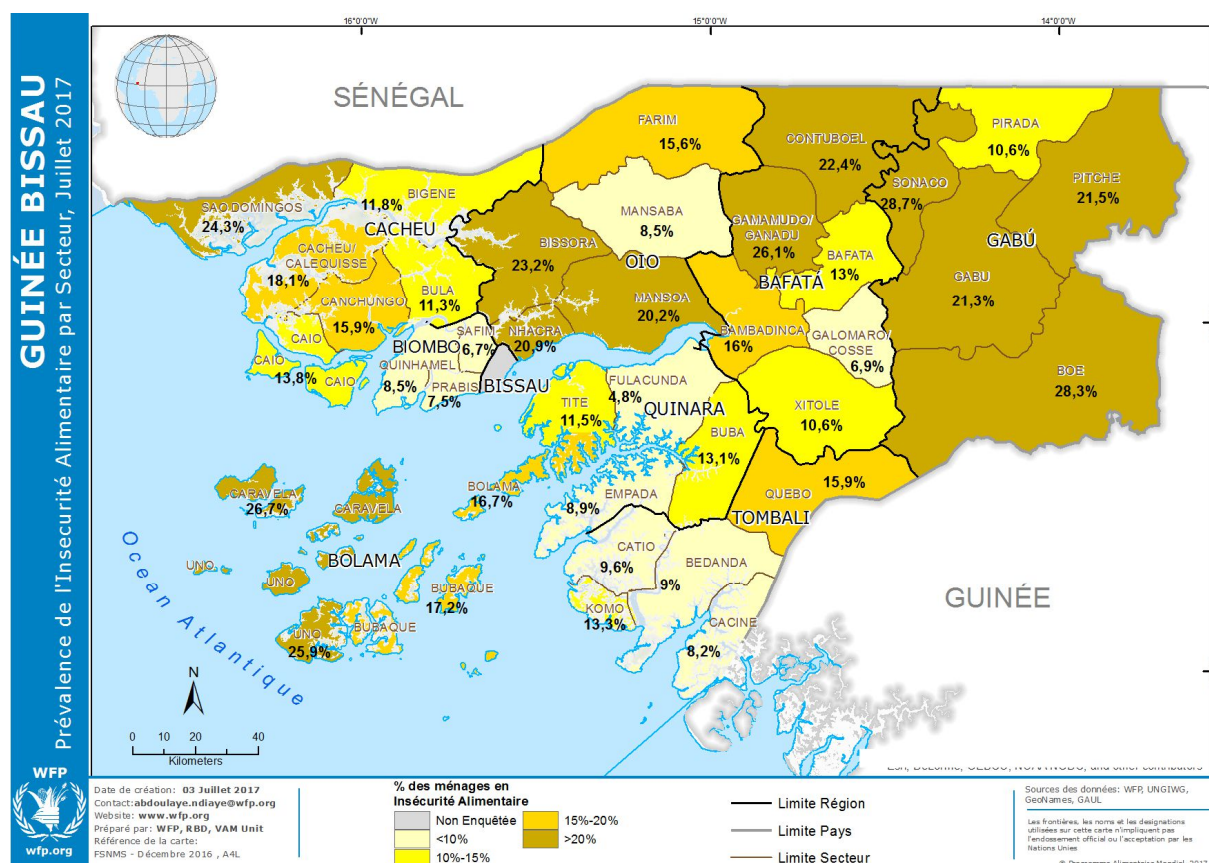
Carte 1. Situation de la sécurité alimentaire par région.



La cartographie de l'insécurité alimentaire par secteur montre une très grande variation des taux qui vont de 4,8% à 28,7% (carte 2). La cartographie montre également que l'insécurité alimentaire ne concerne pas une zone spécifique du pays. On retrouve plusieurs secteurs à fort taux d'insécurité alimentaire dans les différentes parties du pays, à l'exception du sud de la partie continentale du pays où les taux d'insécurité alimentaire sont moins élevés. Les secteurs les plus touchés sont : Sonaco (28,7%), Boé (28,3%) et Caravéla (26,7%). En revanche, les secteurs les moins touchés sont Fulacunda (4,8%), Safim (6,7%) et Galomaro/Cossé (6,9%).

Enfin, au mois de septembre 2016, seuls deux (02) secteurs ne comptaient aucun ménage en insécurité alimentaire sévère, contre douze (12) secteurs en décembre 2016 et vingt (20) secteurs au mois de mai 2017.

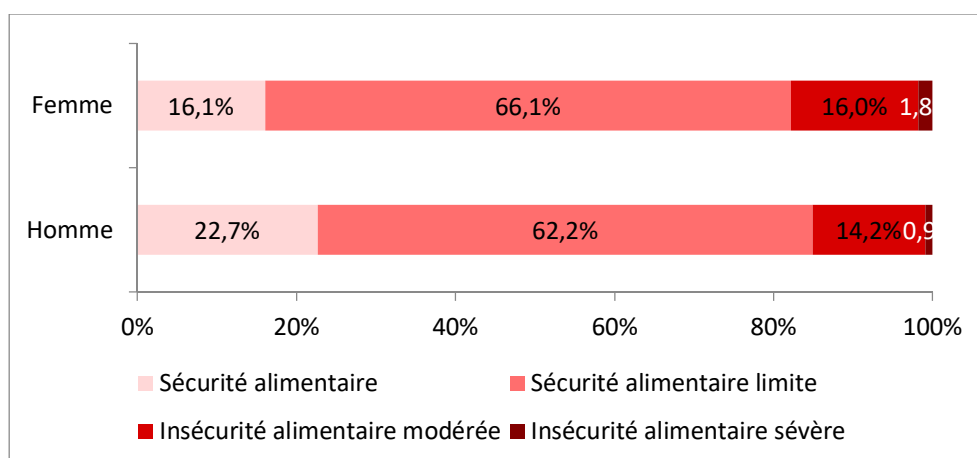
Carte 2. Situation de la sécurité alimentaire par secteur.



5.7.2. Profil des ménages en insécurité alimentaire

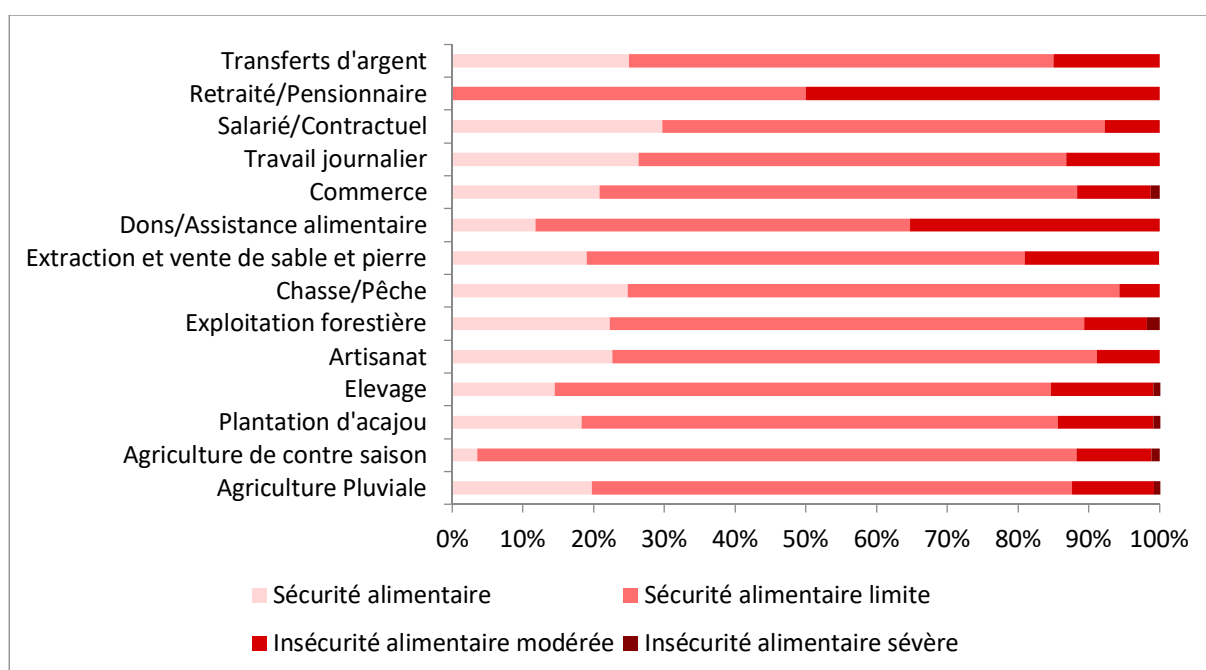
L'analyse comparée basée sur le genre montre que les ménages dirigés par des femmes sont un peu plus affectés par l'insécurité alimentaire que ceux dirigés par des hommes (Fig.17). En effet, le taux d'insécurité alimentaire des ménages dirigés par des femmes est de 17,8% contre 15,1% pour les hommes. Cependant, la différence n'est pas statistiquement significative avec une p-value de 0,133.

Figure 17. Sécurité alimentaire en fonction du sexe du chef de ménage.



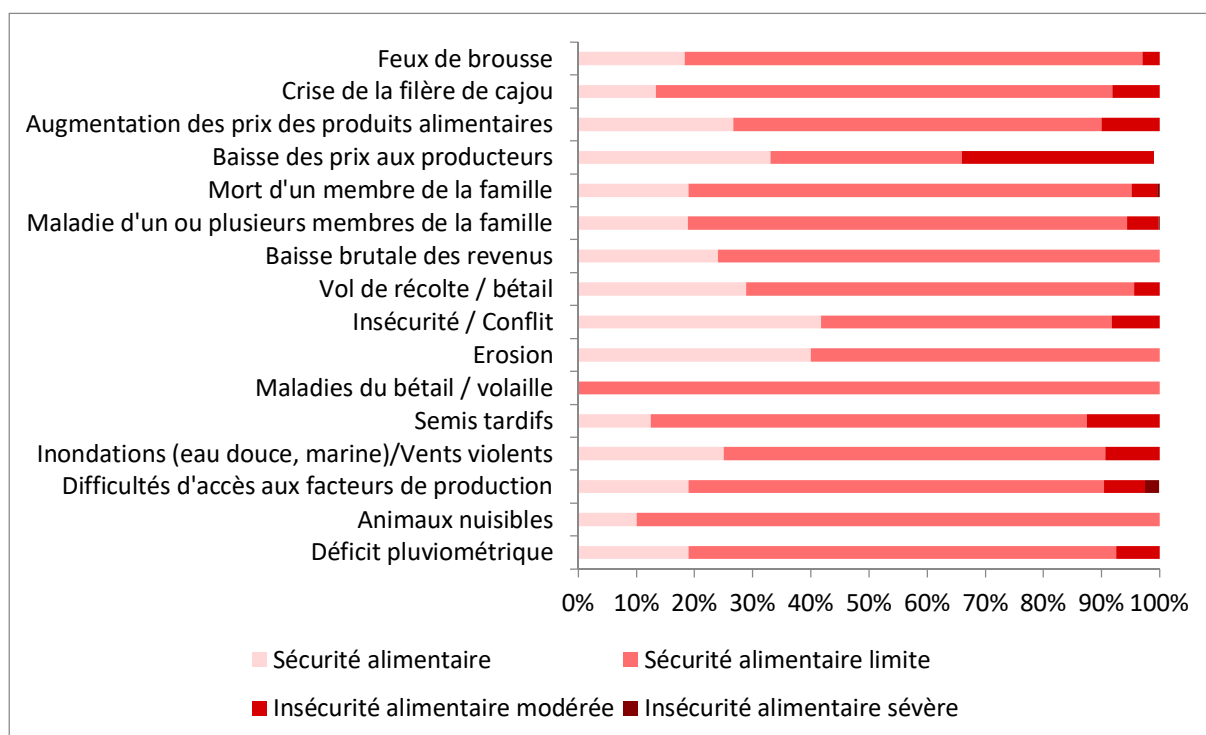
Le niveau d’instruction des chefs de ménages en insécurité alimentaire est généralement faible avec 62,3% des chefs de ménage qui n’ont aucun niveau d’instruction. Parmi ceux instruits, 63,6% n’ont fait que le niveau primaire et 1,1% ont déclaré avoir fait le cycle supérieur mais sans obtenir un diplôme du supérieur. La principale source de revenus des ménages en insécurité alimentaire est l’agriculture qui est aussi la principale activité pratiquée par les ménages enquêtés. Cependant, l’analyse à l’intérieur de chaque groupe montre que les ménages les plus vulnérables sont ceux dirigés par des retraités, les ménages vivants principalement de dons et ceux vivant de l’exploitation et de la commercialisation de sable (Fig.18). En revanche, les ménages les moins vulnérables sont ceux dirigés par des personnes qui ne dépendent pas directement de l’agriculture, il s’agit de ménages dont les revenus sont tirés principalement de la pêche, du travail salarié/contractuel, de l’artisanat.

Figure 18. Sécurité alimentaire en fonction de la principale source de revenus des ménages.



Sur l’ensemble des ménages enquêtés, les chocs les plus fréquemment cités sont maladie d’un membre du ménage ou d’un proche (26,9%), décès d’un membre du ménage ou d’un proche (26,7%), crise de la filière de cajou (12,8%) et déficit pluviométrique (7,6%). Cependant, les chocs qui ont le plus affecté les ménages touchés par l’insécurité alimentaire sont la baisse des prix au producteur, les semis tardifs, l’augmentation des prix des produits alimentaires (Fig. 19).

Figure 19. Sécurité alimentaire en fonction des chocs subis par les ménages.



5.8. Situation nutritionnelle des enfants âgés de 6 à 59 mois

Globalement les données de nutrition de cette enquête sont beaucoup plus précises que celles collectées en décembre 2016 d'après le rapport de plausibilité notamment du score de préférence numérique pour les mesures du PB/MUAC qui passe de 29 au mois de décembre 2016 à 16 au mois de mai 2017. Rappelons que lors du dernier SMART 2012, le score de préférence numérique était jugé excellent (score compris entre 0 et 7).

Au total, nous avons travaillé avec un groupe de 3316 enfants âgés de 6-59 mois et appartenant tous aux mêmes ménages qui ont répondu aux questions sur la sécurité alimentaire. Globalement, l'âge moyen de ces enfants est de 32 mois, avec une quasi-parité des sexes 52,1% de garçons contre 47,9% de filles. Bien que la différence de sex-ratio est significative ($p=0.018$), elle est jugée acceptable par le rapport de plausibilité ENA.

Les résultats, calculés uniquement à partir du PB/MUAC et de la recherche des œdèmes, montrent qu'en mai 2017,

- **98,2%** des enfants 6-59 mois avaient un statut nutritionnel normal soit un périmètre brachial supérieur ou égal à 125 mm,
- **1,3%** [1,0 - 1,8] était atteint de malnutrition aiguë modérée (MAM) soit un périmètre brachial supérieur ou égale à 115 mm et strictement inférieur à 125 mm
- **et 0,5%** [0,3 - 0,8] était atteint de malnutrition aiguë sévère (MAS) soit un périmètre brachial strictement inférieur à 115 mm. Seul un cas d'œdème a été détecté parmi les enfants rencontrés

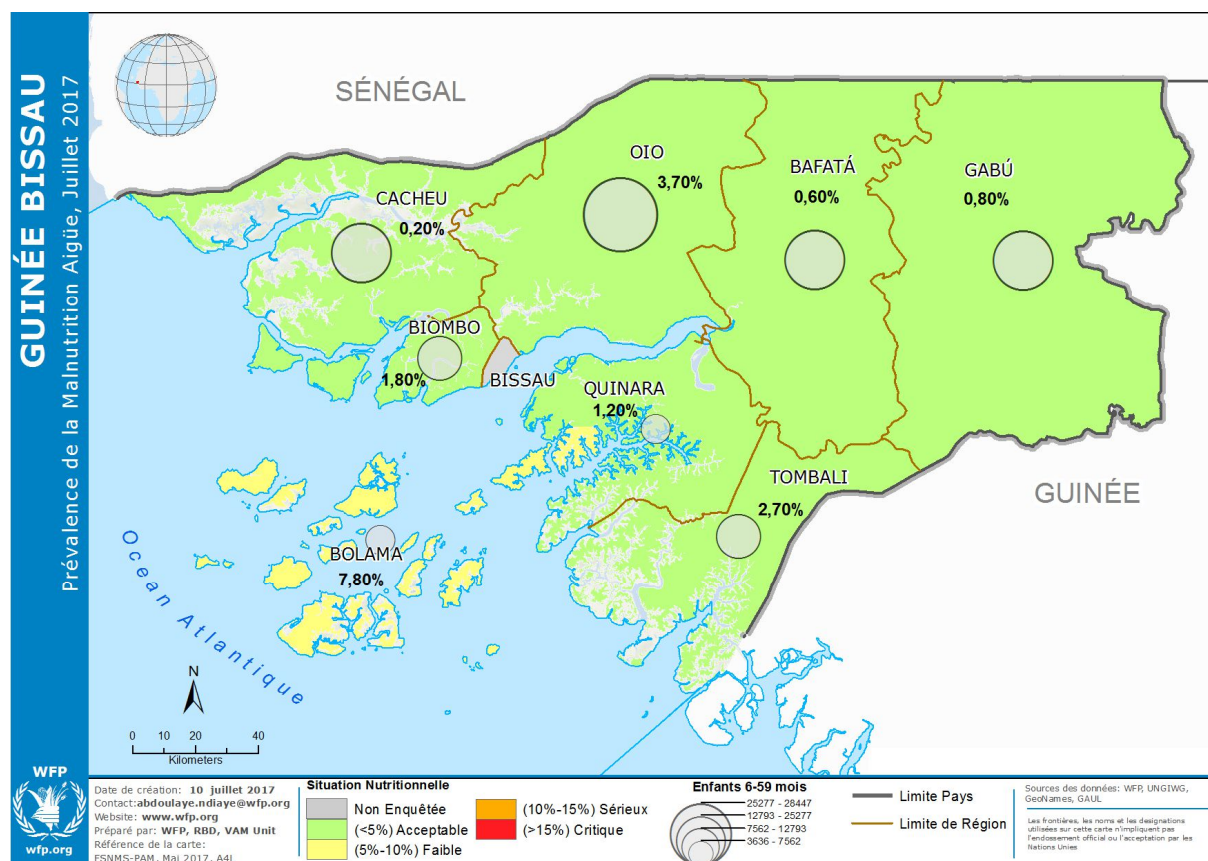
dans le cadre de cette enquête. Au total, avec un taux de malnutrition aiguë de 1,8% [1,4 - 2,4], la prévalence en Guinée Bissau est acceptable¹³.

Parmi les enfants malnutris, 53,8% étaient malades dans les 2 semaines précédant l'enquête et 21,4% de ces enfants malades n'ont pas été dans une structure de santé principalement pour des raisons financières (57% des cas).

5.8.1. Localisation de la malnutrition

Au niveau régional, le taux de malnutrition aiguë (MUAC jaune et rouge) est plus élevé dans la région insulaire de Bolama Bijagos avec 7,8% [3,1-18,5]. En dehors des îles, la situation de la malnutrition aiguë est à un niveau acceptable dans toutes les régions du pays avec des taux qui varient entre 0,2 et 3,7% (carte 3).

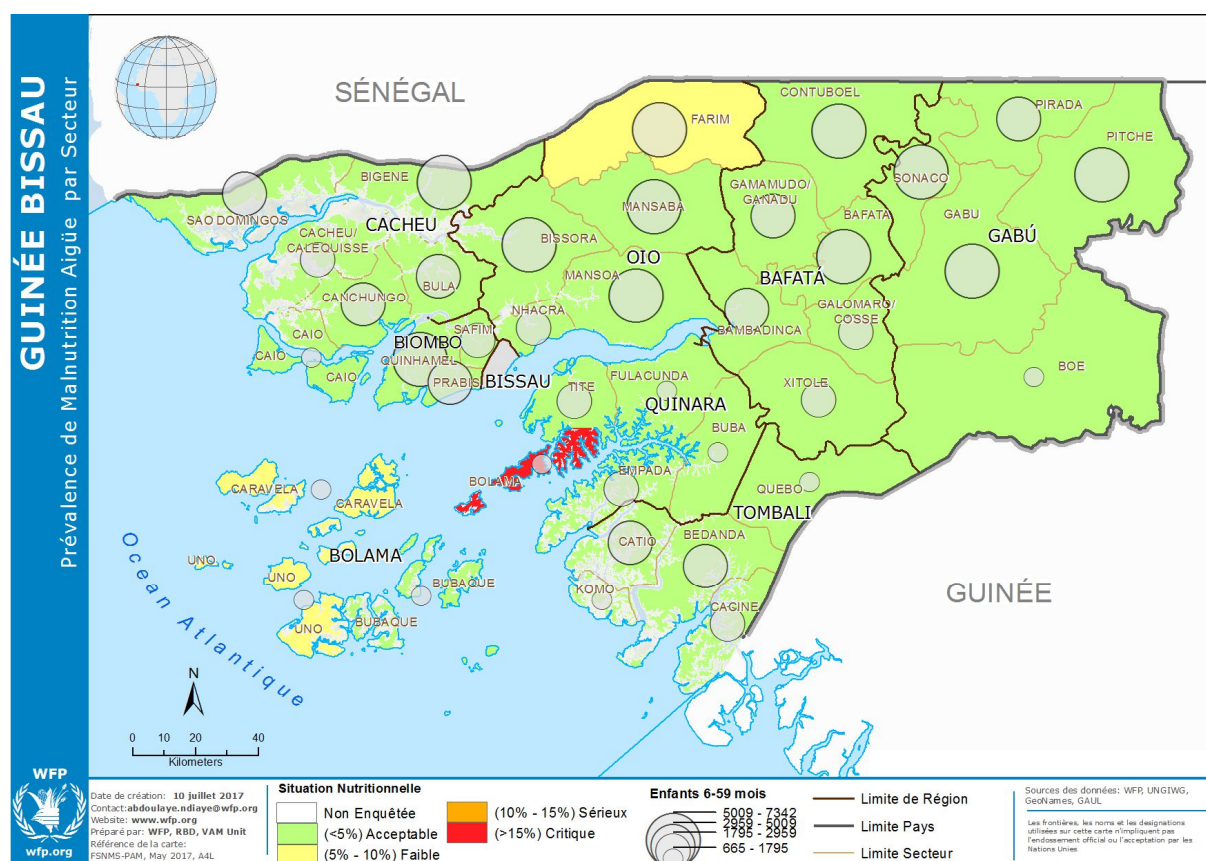
Carte 3. Situation de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois par région d'après la mesure du périmètre brachial et la recherche des œdèmes bilatéraux.



¹³ **NB** : Il n'y a pas de seuil pour le MUAC, les seuils (acceptable, faible, sérieux, critique) sur le texte et les cartes sont utilisés juste par commodité.

L'analyse des prévalences de malnutrition aiguë au niveau des différents secteurs du pays, montre que seulement 01 secteur sur les 38 secteurs du pays était en mai 2017 en situation critique (taux supérieur ou égal à 15%), 03 secteurs en situation faible/précaire (taux compris entre 5 et 10%) et, 34 secteurs en situation nutritionnelle acceptable (taux inférieur à 5%) dont 18 secteurs où nos équipes n'ont rencontré aucun cas de malnutrition (Carte 4).

Carte 4. Situation de la malnutrition aiguë chez enfants âgés de 6 à 59 mois par région d'après la mesure du périmètre brachial et la recherche des œdèmes bilatéraux par secteur



NB : Il n'y a pas de seuil pour le MUAC, les seuils (acceptable, faible, sérieux, critique) sur cette carte comme dans le texte sont utilisés juste par commodité.

En somme, on note plusieurs secteurs avec une situation nutritionnelle acceptable qui correspondent à des secteurs où un faible taux d'insécurité alimentaire a été rapporté. Cependant, de façon globale, cette relation n'est pas linéaire. Le statut nutritionnel, tout comme la sécurité alimentaire, résultent des stratégies de vies et des différents capitaux mobilisés par les ménages. Toutefois, la situation nutritionnelle ne doit pas uniquement être corrélée à la sécurité alimentaire car les causes de la malnutrition sont multiples et de différents ordres. La malnutrition peut également être causée par la survenue de maladies qui ont des conséquences directes sur la nutrition, comme la malaria¹⁴ et les maladies diarrhéiques.

¹⁴ PAM, 2009. Étude de Base de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (EBSAN) au Mali.

Les quatre (04) secteurs (Bolama, Uno, Caravela et Farim) qui ont enregistré des taux de malnutrition aigüe supérieurs à 5% sont tous situés dans des zones avec des taux d'insécurité alimentaire élevés allant de 15,6% à 26,7%, donc au-delà de la moyenne globale (15,5%). Ces secteurs partagent également un point commun, c'est leur enclavement. En effet, les trois secteurs sont insulaires et une seule navette existe par semaine entre le secteur de Bolama et la capitale Bissau. Il n'existe pas de navette régulière entre les îles elles-mêmes ou entre elles et Bissau. Quant au secteur de Farim, il est enclavé par le fleuve Farim, ce qui nécessite une traversée par ferry pour joindre certaines régions du pays notamment vers la capitale Bissau. Cet enclavement peut influencer négativement sur la situation nutritionnelle à travers l'accès difficile des structures de santé de référence et des problèmes d'approvisionnement des marchés en produits alimentaires et sanitaires.

5.8.2. Diversité alimentaire minimum

5.8.2.1. Diversité alimentaire minimum des enfants 6-23 mois

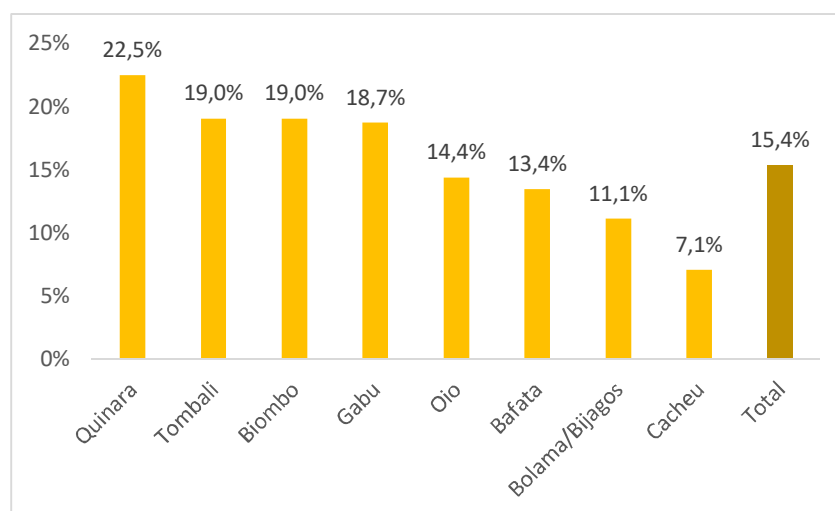
La diversité alimentaire minimum est évaluée chez les enfants âgés entre 6 et 23 mois. Un enfant a une diversité alimentaire minimum lorsqu'il a reçu, au cours des dernières 24 heures, au moins 4 groupes d'aliments parmi les sept (7) cités plus haut.

En somme, la diversité alimentaire minimum des enfants de 6-23 mois dans les zones rurales de Guinée Bissau était de 15,4% en mai 2017. Rappelons qu'en 2012, dans le cadre de l'enquête SMART, ce taux était de 10,1% et en 2014 dans le cadre de l'enquête MICS, le taux était de 12,7%. Bien que ce taux ait augmenté au vu de ces enquêtes, il reste encore très faible.

En outre, la diversité alimentaire minimum augmente en fonction de l'âge. Elle est de 7,3% pour les enfants de la tranche d'âge 6-11 mois, 15,6% pour la tranche d'âge 12-17 mois et, 22,4% pour la tranche d'âge 18-23 mois. Cette augmentation est liée à l'introduction progressive de nouveaux aliments dans l'alimentation des enfants.

Au niveau régional, Quinara a enregistré le taux de diversité alimentaire minimum le plus élevé alors que Cacheu et Bolama Bijagos avaient les taux les plus faibles (Fig.20).

Figure 20. Diversité alimentaire minimum des enfants 6-23 mois par région.

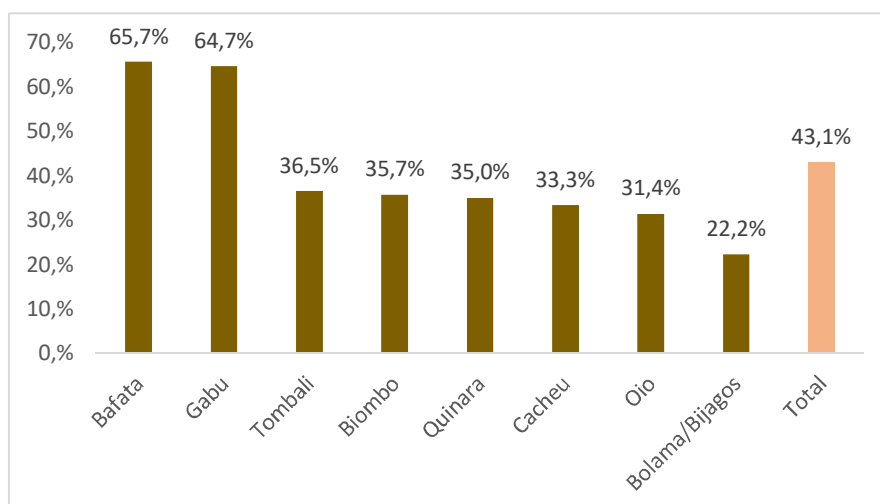


5.8.2.2. Diversité alimentaire minimum des femmes de 15-49 ans

En mai 2017, la diversité alimentaire minimum chez les femmes était de 43,1% dans les zones rurales de Guinée Bissau. On considère qu'une femme a une diversité alimentaire minimum lorsqu'elle a reçu, au cours des dernières 24 heures, au moins 5 groupes d'aliments parmi les dix (10) cités plus haut.

C'est dans les régions de Bafata et Gabu, que l'on rencontre le plus de femmes avec une diversité alimentaire minimum avec respectivement 65,7% et 64,7%. En revanche, Bolama Bijagos et Oio ont enregistré les taux les plus faibles avec respectivement 22,2% et 31,4%.

Figure 21. Diversité alimentaire minimum des femmes par région.



5.8.3. Profil des enfants malnutris

Plus de la moitié des enfants malnutris (61,9%) sont dans des ménages en situation de sécurité alimentaire limite et 26,5% sont dans des ménages en insécurité alimentaire. Chez les enfants 6-23 mois n'atteignant pas la diversité alimentaire minimum, 6,5% sont en situation de malnutrition. En revanche pour les enfants avec une diversité alimentaire minimum, le taux de malnutrition aigüe est de 2,5%.

Chez les femmes qui n'ont pas une diversité alimentaire minimum, 6,7% de leurs enfants 6-23 mois sont malnutris contre 4,7% pour les femmes avec une diversité alimentaire minimum. Ces résultats montrent que le taux de malnutrition aigüe est plus faible quand il y a une diversité alimentaire minimum pour l'enfant et sa mère.

6. Conclusions et recommandations

En mai 2017, l'insécurité alimentaire dans les ménages ruraux de Guinée Bissau était de 15,5%, contre 29,1% au mois de décembre 2016. Cette baisse très significative est liée à la saisonnalité. La période à laquelle cette enquête a été menée a coïncidé avec la campagne de production et de commercialisation de la noix de cajou et des mangues. En moyenne, 63,6% des ménages disposaient de stocks alimentaires qui pourraient couvrir en moyenne jusqu'au mois d'août 2017. Cependant, les

prochaines récoltes de céréales sont prévues à partir du mois d'octobre dans certaines régions et plus tard pour d'autres, ce qui ne manquera pas d'affecter les ménages les plus vulnérables. La production de cajou n'arrive pas à couvrir les besoins des ménages jusqu'aux récoltes de la campagne d'hivernage (productions céréalières) et vice-versa. Par conséquent, il existe des périodes de déficits alimentaires qui poussent certains ménages à des stratégies de survie parfois irréversibles. Une meilleure optimisation de ces deux campagnes agricoles (céréales et noix de cajou) est nécessaire pour lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire.

Parallèlement à la situation alimentaire, la situation nutritionnelle était acceptable dans les zones rurales avec un taux de malnutrition aiguë (calculée sur la base du PB/MUAC) égal à 1,8%.

A l'issue des ateliers tenus les 18, 19 et 20 juillet 2017 à Bula, Bafata et Buba pour le partage des résultats provisoires de cette étude, les parties prenantes venus des huit (08) régions du pays et constitués d'administrateurs (Préfets) de secteur, Directeurs régionaux des services de l'Etat, Responsables d'ONG et de projets ont formulé à l'endroit des décideurs étatiques et des partenaires techniques et financiers, les recommandations ci-dessous :

- Promouvoir une meilleure diversification des productions agricoles et une meilleure sensibilisation sur les valeurs nutritives des produits locaux,
- Promouvoir la valorisation des produits agricoles et leur transformation,
- Garantir une meilleure efficacité dans le suivi et le contrôle des prix des produits alimentaires de base dans les marchés bissau-guinéens,
- Opérationnaliser les recommandations du SiSSAN/FSNMS à différents niveaux,
- Renforcer la communication entre les différents forums de discussion sur la sécurité alimentaire,
- Introduire des variétés agricoles à cycle court pour mieux faire face aux péjorations climatiques,
- Promouvoir l'introduction de l'éducation nutritionnelle dans les programmes scolaires,
- Mettre en place une surveillance nutritionnelle régulière particulièrement dans les secteurs de Bolama, Uno, Caravela et Farim, de même que le référencement des cas de malnutrition vers les structures de prise en charge,
- Elaborer et mettre en œuvre une réponse sécurité alimentaire plus sensible à la nutrition,
- Intensifier la lutte contre les ravageurs des cultures,
- Créer des pistes de production pour faciliter l'acheminement des récoltes vers les zones de commercialisation,
- Inclure les zones urbaines dans les enquêtes du SiSSAN/FSNMS.

